



# Lettre du Cercle Condorcet de Paris

<http://cercle-condorcet-de-paris.org>

lettre N°41 novembre 2016

## Édito

Une vieille dame, au matin suivant des attentats du 13 novembre, a conseillé un petit livre d'Hemingway, « Paris est une fête », pour contredire la barbarie et la désolation. Elle disait la force de la vie contre la mort. Pourrions-nous dire aussi : l'Europe, le monde doit être une fête ? Il le faudrait sans doute pour combattre la tristesse et le désespoir qui parcourt le monde, que ce soit en Syrie, au Moyen-Orient, sur les routes des migrants, par les attentats qui ont continué à semer la mort et la peur. Et dans nos pays encore riches mais dont la prospérité semble menacée par la globalisation : peur des migrants, peur des autres conduisant aux replis nationaux. L'Europe se

divise. Le Brexit l'a emporté. Et l'Amérique vient d'élire un président bouffon qui veut tout pour l'Amérique d'abord !

Depuis un an Le Cercle Condorcet s'est affronté à l'analyse de questions difficiles. La nature des conflits qui agitent le Moyen-Orient depuis des décennies a été décryptée par Alain Gresh. On ne peut comprendre ce qui se passe aujourd'hui sans revenir à l'histoire de la région, creuset des guerres actuelles et de la naissance des djihadistes en particulier de Daech. Les pays occidentaux y ont une part de responsabilité. Gilles Kepel nous a exposé la genèse du djihadisme français, ce qui nous a valu un beau débat, sur les causes internes et externes de son émergence, suscitant bien des inquiétudes. Ces plénières prolongeaient nos réflexions sur la sécurité et l'état d'urgence comme aussi celles sur les migrations européennes. (Voir lettre 40)

Ces peurs sont devenues l'essentiel du fond de commerce du FN, comme nous l'a expliqué Nonna Mayer. L'Islam est son ennemi principal, remplaçant les communistes. Ce parti en embuscade se présente comme le défenseur du peuple contre le système, mais n'a rien abandonné de son idéologie ancienne.

Cherchant des messages d'espoir, nous avons reçu de Martin Lees à la fois des motifs de satisfaction pour la COP 21 et d'inquiétudes pour sa mise en œuvre, soumise à trop peu de contraintes, alors que la situation du réchauffement climatique est plus alarmante que beaucoup le croient.

Enfin, nous rendons hommage à Edgard Pisani, venu au Cercle, et qui fut un grand serviteur de l'Etat. De ceux qui font vivre l'espérance, même dans les moments les plus difficiles. Pour construire.

## Sommaire

### Édito

par Bernard Wolfer p. 1

### Plénière

Le Moyen-Orient en état de guerre permanente ?

par Alain Gresh p. 2

### Plénière

La genèse du djihad français

par Gilles Kepel p. 4

### Plénière

Le front national, un parti en embuscade ?

par Nonna Mayer p. 7

### Plénière

Qu'attendre de la COP 21 ?

par Martin Lees p. 9

### Hommage

Souvenirs familiers sur Edgard Pisani,

par Robert Bistolfi p. 11

Bernard Wolfer, Président

### LE MOYEN-ORIENT EN ÉTAT DE GUERRE PERMANENTE ?

Alain Gresh <sup>1</sup>

---

- LA SITUATION AU PROCHE ORIENT :

Pour Alain Gresh, le pétrole est la première malédiction du Proche-Orient. C'est ce qui en fait une zone essentielle, source de toutes ingérences extérieures. La seconde malédiction, c'est sa situation géographique, au carrefour de l'Europe et de l'Asie, du canal de Suez et dans le passé, de l'Union soviétique, devenue République russe, source de nombreuses interventions étrangères. L'autre fait déterminant, c'est le conflit israélo-arabe qui perdure depuis 1948.

Avant 1945, le Proche-Orient était l'objet d'affrontements entre les Français et les Anglais d'un côté, les Allemands et l'empire ottoman de l'autre, avant de passer sous contrôle européen. Après la guerre, ce sont les Américains et les Russes qui se le sont disputés. Depuis 1990 et la fin de l'Union soviétique, la Russie a, au moins dans un premier temps, abandonné la partie, tandis que les U.S.A. développaient successivement deux stratégies nettement différentes : la première, consistait, pour lutter contre le terrorisme, à prendre le contrôle de la région, comme en Afghanistan ou en Irak. La deuxième, après l'échec de la première, a été marquée par un désintérêt certain – pour des raisons à long terme, cette région n'étant plus décisive dans l'affrontement avec l'autre grande puissance - et parce que, depuis 1973 au moins, plus aucun pays, y compris l'Irak de Saddam Hussein, n'a pas voulu ou n'est pas parvenu à empêcher les exportations de pétrole.

Il est difficile de dire quelle sera la nouvelle stratégie américaine à la fin de la présidence Obama, le souhait personnel de ce dernier, prenant en compte le coût économique et humain diffi-

cilement acceptable que représenterait la prise de contrôle de la région. Son option sera peut-être d'intervenir le moins possible. De ce fait, la Turquie, désormais non alignée sur un bloc, mais aussi l'Iran et l'Arabie saoudite, pourtant influentes dans la crise Syrienne, ont le sentiment d'être mises à l'écart par les Etats-Unis, en particulier vis à vis de la situation yéménite.

Aujourd'hui, les camps semblent moins bien dessinés, au moins en ce qui concerne les trois pays précités. Les Turcs ont, à l'inverse des Séoudiens, des alliances avec les Frères musulmans, ce qui constitue une situation moins contrôlable, en ce sens qu'aucune des deux grandes puissances ne peut être certaine de ce que fera son allié. Un troisième élément à prendre en compte est la situation interne d'immobilisme. A l'inverse de la plupart des autres régions qui ont connu des changements importants : chute des dictatures en Amérique latine ou en Asie, fin du communisme dans les pays de l'Est, le Proche-Orient et le Maghreb étaient immobiles car, un peu comme en Russie, des cliques autoritaires au pouvoir avaient affaibli les Etats en privatisant les richesses nationales à leur profit. De tels délitements et pertes d'autorité ont conduit aux soulèvements arabes.

L'autre élément qui a contribué à la révolution, ce sont les mouvements extrêmement puissants tels ceux de l'Egypte, du Yémen, de Tunisie, venus de la société civile, mais dans des contextes où il n'y avait pas de forces ni de programmes politiques, sinon celle des Islamistes et la possibilité, soit de retour à l'ancien régime comme en Egypte soit des situations de guerres civiles comme en Syrie ou en Lybie. En Syrie, c'est la situation d'une minorité religieuse, les alaouites et un pouvoir prêt à une violence sans limites qui ont fortement contribué à la mise en place de la militarisation de groupes extrémistes du type Al-Qaïda ou l'Etat islamique.

Il y a lieu de s'interroger objectivement sur le résultat obtenu en Libye après les interven-

1. Ancien Rédacteur en chef puis Directeur adjoint du Monde diplomatique, Alain Gresh, né en Egypte, préside l'Association des journalistes spécialisés sur le Maghreb et le Moyen-Orient (AJMO). Journaliste et écrivain, Il a écrit de nombreux livres sur le sujet, notamment en collaboration avec Dominique Vidal et Tariq Ramadan. En 2010, il a publié "*De quoi la Palestine est-elle le nom ?*" aux Editions Les Liens qui libèrent.

tions françaises et britanniques et ce malgré le fait qu'elles ont empêché la répression sanglante d'un mouvement populaire car ajouter la guerre à la guerre aboutit, un jour ou l'autre, à donner le pouvoir à ceux qui ont des armes. Au lendemain de la chute de Kadhafi, il y a eu le début d'un printemps libyen. Quatre millions de gens ont voté mais cela a peu duré. Dans les années cinquante et soixante, lors des insurrections, les partis avaient des programmes politiques : nationalistes arabes, communistes, baasistes. Aujourd'hui, plus personne n'a de programme. Le libéralisme économique domine tellement qu'aucune des forces qui ont gagné ne dispose d'un autre programme capable d'instaurer plus de justice sociale, alors que cette dernière constituait l'une des principales raisons du soulèvement de la population.

Il convient aussi d'analyser les échecs. Il est clair que partout où il y a eu des élections libres, ce sont les islamistes qui ont gagné. On est passé des Printemps arabes au monde islamiste et cela pose la question d'un choix à faire entre deux voies : celle des dictatures telles qu'elles ont été, empêchant l'arrivée des islamistes ou de celle consistant à considérer que la démocratie est le seul moyen réel de combattre l'islamisme. Cette dernière voie, celle qu'a empruntée la Tunisie, semble la bonne, d'autant plus que n'ayant jamais gouverné, les islamistes au pouvoir se sont rapidement discrédités et que, à l'inverse, celle qu'a suivie l'Égypte a abouti à une situation presque pire que la précédente.

#### ● LA GUERRE CONTRE LE TERRORISME :

Pour l'auteur de "*De quoi la Palestine est-elle le nom ?*", le terrorisme, n'existe pas en soi. Le mot est surtout utilisé pour discréditer un ennemi. C'est plutôt une forme d'action, condamnable ou non. Pour d'autres, c'est une forme de guerre. A titre d'exemple, les forces Kurdes, dont on a vanté les mérites à Kobané, appartiennent, en fait, au PKK et sont soutenues militairement, en Irak, par le gouvernement français, mais si vous déambulez à Paris avec un pancarte vantant les mérites de ce même PKK, vous aurez sans doute affaire aux autorités car ce parti est considéré comme terroriste par les européens et par les U.S.A.

Il y a des organisations dangereuses comme Al-

Qaïda ou Daesh qu'il faut combattre et analyser politiquement. Il faut aussi expliquer pourquoi ces mouvements progressent car cela peut permettre de développer une stratégie efficace contre ces organisations.

On peut aujourd'hui faire le bilan de la guerre de 2001 initiée par George Bush junior : Il n'y a jamais eu autant d'attaques violentes à travers le monde depuis. Au lendemain des attentats de *Charlie-Hebdo*, le gouvernement français a fait la même erreur car ces types de réactions provoquent un chaos plus grand qu'avant, mettent plus de jeunes encore au combat. Pour Alain Gresh, nous alimentons ainsi le terrorisme avec une guerre des civilisations.

De la même manière, Al-Qaïda est née de la guerre de L'URSS en Afghanistan et du soutien des Etats-Unis aux Moudjahidines en vertu du principe que l'ennemi, étant les U.S.A., il faut les faire venir pour mieux les tuer.

D'Al-Qaïda est né l'Etat Islamique. via une différence d'approche et des questions de personnes. Daesh appelle à tuer les Chiites et veut installer un Califat, fascinant les jeunes au nom de la guerre de l'Occident contre l'Islam. Boko Haram luttait, à l'origine, contre la corruption au Nigéria. Nous lui avons donné du crédit auprès des populations avec l'échec des forces politiques et en privilégiant une fois encore les seules solutions militaires.

Autre exemple, nous dit l'ancien Directeur adjoint du *Monde diplomatique*, certains Français préconisaient l'intervention militaire contre l'Iran. Serait-ce toujours à nous de prendre de telles décisions ? L'utilisation par l'Occident du militaire est de plus en plus facile à faire. Pour autant, l'idée que le militaire est une solution simple est une fausse bonne idée.

#### ● VERS UNE GUERRE DES CIVILISATIONS

En conclusion, il nous faut parler de la guerre des civilisations. Elle est en cours, elle est inquiétante en ce sens que nous avons affaire à un problème essentiel avec L'Islam et qu'il faut l'affronter par ce que nous sommes face à un ennemi multiforme.

Tel Edward Saïd, on peut dire que l'Islam est une création de l'Occident. L'Islam n'existe ni

## LE MOYEN-ORIENT EN ÉTAT DE GUERRE PERMANENTE ?

---

en termes religieux ni en termes historiques et l'essentiel de la vie des gens, des lois qui les régissent, n'a rien à voir avec l'Islam et lorsqu'un Etat accepte de ne pas punir ce type de crimes, il le fait la plupart du temps sur la base d'une règle copiée sur le Code Napoléon, à la différence près que nous l'avons fait évoluer, et pas eux.

L' idée que l'Islam est dangereux est prégnante à droite mais aussi, de plus en plus, à gauche et la laïcité tend à devenir un instrument de lutte

contre l'Islam.

« J'ai dévié » dit Alain Gresh ? Non. Le combat en France ou en Irak est le même. C'est la guerre entre deux civilisations qui se disent telles. Ce qui est très dommageable pour nous et pour la situation internationale.

---

Synthèse par Jean-Michel Eychenne,  
membre du Cercle

---

### Plénière du 5 avril 2016

## LA GENÈSE DU DJIHAD FRANÇAIS

Gilles Kepel <sup>1</sup>

---

Les nombreux attentats récents, ceux de Paris, de Bruxelles, apparaissent comme des scandales, *scandalum* au sens originel du terme - le pavé qui dépasse de la route et sur lequel on trébuche. Par-delà l'émotion, la raison, le réflexe de la pensée est de ramener cet inconnu à du connu.

### ● LE CHOIX DE LA MÉTHODE

Partant de ce constat, Gilles Kepel considère qu'il y a deux façons d'analyser le phénomène djihadiste :

- La première, dite métaphorique, consiste à chercher dans une temporalité au demeurant assez faible ce qui ressemble et se baser sur les éléments de comparaison pour trouver une essence du phénomène qui évite de l'analyser en lui-même mais qui le réduit à ce à quoi il est comparé.

- La seconde consiste à inscrire le phénomène dans son historicité et de construire, plutôt que

des comparaisons latérales, des séries qui s'inscrivent davantage en diachronie qu'en synchronie.

La première approche a été celle employée par Claude Julien, le fondateur du Cercle Condorcet, et l'est encore aujourd'hui par Alain Gresh, Olivier Roy et d'autres, qui considèrent que ce qui advient aujourd'hui à travers le djihadisme n'est en rien nouveau, "des brigades rouges aux brigades vertes". Que cela provient, au fond, de l'islamisation de la radicalité due au malaise de la jeunesse. "Circulez, il n'y a rien à voir...", dit même à ce propos Gilles Kepel, pour qui ce type d'approche est erroné puisqu'il fait, à ses yeux, l'impasse sur l'analyse intrinsèque du phénomène.

Autant à l'extrême extrême gauche qu'à l'extrême extrême droite - dit-il - il y a des congruences entre les propos et le mode de pensée du djihadisme, par exemple entre Omar Omsen, un Sénégalais de Nice recruteur de djihadistes et puis Egalité et réconciliation, le site d'Alain Soral et Dieudonné.

Des éléments incitent à la comparaison, des identitarismes peuvent se regarder en miroir, mais ce n'est pas pour autant que la nature de l'un est déductive de la nature de l'autre. C'est une vue de l'esprit.

---

1. Professeur des universités à l'Institut d'études politiques de Paris et membre de l'Institut universitaire de France, Gilles Kepel est un spécialiste connu et reconnu de l'Islam et du monde arabe. Auteur de nombreux ouvrages, il a publié récemment « *Terreur dans l'Hexagone, Genèse du djihad français,* » paru aux éditions Gallimard, en 2015. Par opposition à certains autres analystes, Gilles Kepel préconise une approche diachronique basée sur l'historicité du djihadisme français et international.

## ● PLACER LA RÉALITÉ DANS SON HISTOIRE

Pour comprendre la réalité d'aujourd'hui, il faut l'inscrire dans son histoire, l'histoire du djihadisme international, puis l'histoire de l'Islam en France puis de France. Ce sont deux dialectiques parallèles mais les deux dernières phases respectives vont pour partie se rencontrer. C'est cette rencontre partielle qui fournit à la fois l'idéologie, la doctrine, et d'autre part, la force sociale qui vient des caractéristiques particulières à la France.

Sinon, pourquoi la France serait-elle autant visée et fournirait-elle autant de djihadistes et non les autres ? Nous allons essayer de sérier ces causalités et de construire une autre hypothèse que la métaphorisation qui aboutit le plus souvent à défendre des positions de pouvoir sans vertus d'élucidation.

Une telle analyse implique des prénotions. La première d'entre elles est l'histoire du djihadisme contemporain qui vit sa troisième phase - son troisième moment - et, peut-être, la fin de celui-ci alors qu'il se déploie selon le schéma d'une dialectique quasi hégélienne.

Un premier moment, celui de l'affirmation, se situe entre 1979-1997, de la guerre d'Afghanistan aux événements électoraux d'Algérie.

Le deuxième moment, qui se situe globalement entre 1998 et 2005 et au-delà, c'est celui d'Al-Qaïda.

Le terme djihad, en arabe, est connoté positivement. Il a de nombreuses occurrences dans le Coran et signifie « l'effort » - celui qui est fait pour vivre selon les préceptes de l'Islam. C'est un peu l'équivalent de la manière dont on vivait la chrétienté à l'époque capétienne, celle de la chevalerie médiévale qui s'efforçait de sortir la violence de la société en la mettant notamment au service de la croisade contre les hérétiques, les infidèles.

Le djihad est le moteur de l'expansion territoriale de l'Islam. Il y en a eu deux principaux vers l'Europe : l'un en 732, contre Charles Martel et un second en 1683, un djihad ottoman qui a échoué devant Vienne. Selon ses théoriciens actuels, tel Cheikh Qardaoui, le théologien égyptien, nous vivons actuellement le troisième.

Ces échecs passés sont le symbole du sang versé qui donnera notamment naissance à la grande mosquée de Paris en 1926, inaugurée conjointement par le Président de la République française et le sultan du Maroc et dont l'autre raison de la création, fut la guerre du Rif, qui avait pour finalité la destruction du protectorat et dont les chefs avaient utilisé l'Islam pour mobiliser les troupes contre les mécréants. Aujourd'hui, une nouvelle capitale de ce type s'est créée à Molenbeck.

L'OLP d'Arafat a créé le « Fatah », littéralement, « l'ouverture du djihad » pour la reconquête des territoires occupés par les infidèles, mais ce n'est véritablement qu'en 1979 que le djihad a repris toute sa force dans les relations internationales. Alors que les brèches semblaient colmatées côté conflit palestinien, l'Ayatollah Khomeiny, de retour de France, attaque « le grand Satan » et en décembre, l'Armée rouge, qui veut notamment en supprimer la religion, envahit l'Afghanistan.

Les U.S.A., qui veulent en finir avec l'URSS et l'Arabie Saoudite, fournissent des armes aux « Combattants de la liberté » et réarment ainsi le djihad. L'URSS est vaincue, mais le retour de la manivelle, est le 11 septembre 2001. Les deux types de combattants, les Moudjahidines, amis des U.S.A. et les djihadistes étrangers, notamment Qataris, Egyptiens, Français, s'endocritinent dans les camps. La fusion de leurs idéologies a engendré le salafisme djihadiste qui prévaut aujourd'hui.

Avec les événements du 11 septembre, les djihadistes qui ont fait tomber Kaboul atteignent New York, la nouvelle Byzance. De nombreux événements antérieurs ont néanmoins prévalu.

Jusqu'en 1932, l'Arabie saoudite défendait le djihad actif avant d'y renoncer pour ne pas nuire à la vente du pétrole. La pendaison de Sayyed Qotb créateur d'une idéologie radicale, par Nasser, en 1966, fut l'un de ceux-là, tout comme le retour des djihadistes en Bosnie. En 1989, l'apparition du FIS en Algérie qui s'empare l'année suivante des municipalités et gagne le premier tour des élections de 1991 avant que l'armée n'y mette fin, provoquant une guerre civile de cinq ans en fut un autre, engendrant l'affaire Kelkal et les attentats parisiens de 1995.

Pour autant, le groupe va s'affaiblir. Le mouvement s'isole et perd de sa puissance. Les masses n'ont pas suivi.

L'Amérique d'après le 11 septembre est trop forte.

L'idéologie de Ben Laden et celle d'Al-Zawahiri vont donner néanmoins naissance au salafisme idéologique, passant outre les divergences entre sunnites dans une vision structurée du monde nourrie par des textes et d'innombrables vidéos publiés sur les réseaux sociaux dont le but est de provoquer l'avènement de l'Etat islamique.

Ben Laden a raté. Les USA ont cassé Al-Qaïda mais la mobilisation s'est poursuivie en Europe. A partir de 2005 le nouveau modus vivendi issu des théories d'Abou Moussab Sourî, un ingénieur syrien formé en France, est désormais de faire tuer, en Europe, des islamophobes, des apostats et des juifs par des musulmans locaux, de provoquer la guerre civile, de faire naître le Califat par explosion, ce qui nécessite une organisation très différente de l'organisation pyramidale d'Al-Qaïda. C'est le début de la troisième phase du djihadisme.

A l'inverse de celle d'Al-Qaïda, la nouvelle stratégie laisse la place au terrain et à l'improvisation, pour ne pas dire à certains dysfonctionnements qui vont empêcher le modèle djihadiste de réussir. En janvier et mars 2015, la mobilisation qui suit les attentats n'a pas le résultat escompté et la violence se retourne contre leurs commanditaires.

A la différence d'Al-Qaïda, le phénomène n'est pas pris au sérieux par les services de renseignements qui ratent la mise en place d'un nouveau djihadisme "3G", utilisant les vidéos sur Youtube et les réseaux sociaux qui laissent entrevoir la possibilité de créer un djihadisme réticulaire utilisant, en outre, l'incubateur carcéral issu du mélange avec des prisonniers de droit commun dont la violence est utilisée pour en faire des soldats du djihad.

Ce fut le cas pour Djamel Beghal, Chérif Kouachi, Amedi Coulibaly, structurés dans ce cadre en vue des attentats de janvier 2015.

En 2012, Mohamed Merah tue des apostats, des soldats français dont il pense qu'ils sont musulmans et des juifs, 50 ans jour pour jour après le cessez-le-feu de la guerre d'Algérie.

Le matériau rétro-colonial demeure un apport important. En janvier 2015, on tue des islamophobes, Charlie Hebdo, et des juifs, ainsi qu'un apostat. Néanmoins, le message a beaucoup de mal à passer, notamment quant à l'assassinat de ce dernier. D'où, pour tenter de rattraper le malaise créé, la fausse indication que ces attentats sont l'œuvre du Mossad. En novembre, de nombreux musulmans, y compris de Saint-Denis, vont au stade et, en retour, la mobilisation est, là encore, très forte. Contrairement à la stratégie prônée par Abou Moussab Sourî, il y a peu de sympathie pour de tels actes, y compris chez les musulmans et les critiques du salafisme s'étendent.

En mars, en Belgique, pour la propagande de Daesh, c'est encore l'échec. Salah Abdelslam n'a pas combattu et dit qu'il va collaborer. Le reste du groupe se suicide dans le métro qu'empruntent de nombreux musulmans.

La troisième phase du djihadisme n'a donc pas mieux réussi que les deux autres malgré la création de Daesh et la problématique principale qui est celle de la mobilisation des masses semble aujourd'hui en difficulté. Dans les vidéos, on voit égorger des soldats irakiens prisonniers marqués « apostats » et donc musulmans mais nos compatriotes musulmans qui regardent ces vidéos s'identifient davantage aux victimes qu'à leurs bourreaux.

### ● LE RÔLE DE L'UNIVERSITÉ

Pour Gilles Kepel, une telle analyse, « si on l'inscrit en diachronie », ne donne pas forcément la clé absolue pour appréhender le phénomène, mais nous propose, en tous cas, un modèle interprétatif. Dans cette affaire, la rupture salafiste joue de façon certaine un rôle extrêmement grand et il ne s'agit donc pas d'un phénomène à caractère révolutionnaire classique. La difficulté est effectivement d'arriver à penser cela.

Gilles Kepel pense qu'en la matière, le rôle de l'université est capital et que celle-ci a un véritable rôle à jouer face à la médiocrité

des médias qui engendre une revalorisation de la lecture, du livre, du savoir et du débat dans la société civile et qu'il appartient donc à l'université de produire des concepts opératoires, sans pour autant fabriquer des prénotions.

Pour Gilles Kepel, ne pas faire cela, ce serait faire le jeu de ceux qui sont devenus, aujourd'hui, des ennemis de la Société.

— Synthèse par Jean-Michel Eychenne,  
membre du Cercle

## Plénière du 13 septembre 2016

### LE FRONT NATIONAL UN PARTI EN EMBUSCADE ?

NONNA MEYER <sup>1</sup>

#### • LES PRINCIPAUX EXTRAITS DE L'EXPOSÉ<sup>2</sup>

Comment le FN est-il parvenu à multiplier ses scores électoraux par trois depuis 1984 ? Certains pensent qu'il a vraiment changé, qu'il n'est plus le FN d'origine. D'autres pensent qu'il profite de l'usure des partis au pouvoir, de leur impuissance à promettre un monde meilleur. En fait, c'est la rhétorique politique du FN qui a changé. Il se présente comme le meilleur rempart de la démocratie et de la république. Il dit, face à un Islam intolérant, défendre les droits des femmes, des gays, des juifs même.

A cet égard Marine Le Pen se démarque clairement de l'antisémitisme de son père, condamnant ses dérapages à répétition, qualifiant la Shoah de « summum de la barbarie ». Et la dernière brouille avec son père, qui a fini par son exclusion du parti, est venue préciser de son entretien à *Rivarol* où il revenait sur le « point de détail » et affichait sa sympathie pour Pétain. Sinon, l'idéologie frontiste n'a guère changé : le programme de la fille ressemble beaucoup à celui de son père. Il reste structuré par la « préférence nationale », rebaptisée « priorité nationale », mais si l'électorat du FN s'élargit, ses caractéristiques de base ont peu varié.

Depuis que Marine Le Pen a pris la tête du parti, en 2011, sa dynamique électorale est effectivement spectaculaire. En 2007, Jean-Marie Le Pen fait 10% au scrutin présidentiel et les candidats frontistes 4% aux législatives qui suivent. Les scores du FN remontent à 15% aux canton-

nales de 2011, 18% à la présidentielle de 2012, près de 25% aux Européennes de 2014, près de 28% au 1er tour des régionales, et ses listes recueillent au second un record de 6,8 millions de voix, soit plus de 15% des inscrits, une première. Faut-il y voir un effet de la stratégie mariniste de « dédiabolisation ? ». Elle a incontestablement adouci l'image du parti frontiste, et permis d'attirer des catégories de l'électorat peu susceptibles jusque là d'être séduites par son discours. Selon un cumul d'enquêtes de l'IFOP, 13% des électeurs de confession juive auraient voté pour Marine Le Pen en 2012 (contre 4% pour son père en 2002). Les travaux de Sylvain Brouard montrent une percée du FN chez les gays. Il en va de même dans le secteur public, pourtant bastion traditionnel de la gauche, en particulier dans les postes d'exécution (catégorie C). Les intentions de vote pour la candidate du FN en 2017 progressent : 25,6% dans la fonction publique hospitalière, plus de 29% dans les entreprises publiques. Il en va de même chez les salariés syndiqués, jusqu'ici réticents. Selon l'IFOP, au 1er tour des régionales de 2015 les listes FN ont recueilli 33% des suffrages chez les sympathisants de FO, 27% à la CGT, 26% à la CFDT. Le FN continue néanmoins à prendre l'essentiel de ses voix à droite. Ainsi, aux régionales, 63% de ses électeurs du premier tour se situaient à droite sur l'échelle gauche droite, 5% seulement à gauche. Le « gauchisme lepéniste » reste minoritaire. Marine Le Pen progresse plutôt dans le tiers restant, chez les « ni gauche ni droite ».

Ce tropisme de droite n'est pas arbitraire. Il correspond à une vision du monde exclusionniste et autoritaire. La motivation première et constante de cet électorat est un rejet radical de l'autre, des immigrés, des étrangers. Ainsi en 2015, au 1er tour des régionales, 90% des électeurs du FN s'accordent pour dire « qu'il y a trop

1. Nonna Mayer est directrice de Recherches émérite au CNRS, rattachée au Centre d'Etudes Européennes de Sciences-Po.

2. Le texte intégral de cette synthèse, complétée par Nonna Meyer et les références bibliographiques sont disponibles sur le site du Cercle (<http://cercle-condorcet-de-paris.org>)

## LE FRONT NATIONAL UN PARTI EN EMBUSCADE ?

d'immigrés en France » (dont 70% « tout à fait d'accord »), contre 60% des électeurs de droite et du centre et seulement 22% des électeurs de gauche ou écologistes. Ils se distinguent aussi par un rejet de l'Europe plus prononcé que dans tous les autres électors, même à l'extrême gauche. En 2015, 60% d'entre eux sont favorables au rétablissement de la peine de mort, contre 28% des électeurs de droite et 11% des électeurs de gauche.

Ces attitudes sont étroitement liées au niveau de diplôme et partant au milieu social. L'école, parce qu'elle apprend à réfléchir par soi-même, ouvre sur le monde et les autres cultures, rend moins réceptif au discours autoritaire et ethnocentriste du FN. Depuis ses premiers succès en 1983-1984 on note constamment une relation inverse entre niveau d'instruction et vote pour ce parti, et c'est chez les jeunes qui se sont arrêtés avant le bac, au niveau du CAP ou d'un brevet professionnel, condamnant à des petits boulots ou au chômage, qu'il fait ses meilleurs scores (45% aux dernières régionales). Plus largement, le FN réussit mieux dans les milieux socialement et culturellement défavorisés, en particulier chez les ouvriers. Dès 1995, Le Pen arrivait chez eux en tête des candidats au 1er tour présidentiel et aux dernières régionales, un peu plus de la moitié des ouvriers ont voté pour les listes FN (52%). Il faut toutefois nuancer ce chiffre. L'électorat ouvrier s'inscrit moins et s'abstient plus que la moyenne, donc recalculant par rapport aux inscrits, c'est moins d'un quart qui a voté FN. Et en 2012, du moins, ce ne sont pas les plus défavorisés qui ont voté pour Marine Le Pen, mais plutôt ceux à la limite de la précarité, avec un petit diplôme, un petit patrimoine, qui ont peur du déclassement. Mais en 2015, après cinq ans de gouvernement socialiste, ce sont les plus précaires qui se sont tournés vers le FN, se sentant abandonnés par la gauche. La gauche n'est plus à leurs yeux « le parti du cœur », de « la justice sociale ».

Du temps du père, une autre constante du vote FN était une réticence plus marquée des femmes. On notait un différentiel de 3 à 7 points entre le niveau de soutien des électeurs et des électrices. Un différentiel qu'on retrouve d'ailleurs pour les autres droites radicales en Europe, qualifié de *radical right gender gap*, s'expliquant par la religiosité plus forte des femmes âgées, l'impact du féminisme chez les plus jeunes, le type de profession exercé. A l'élection présidentielle de 2012, pour la

première fois, à âge, diplôme, pratique religieuse, profession égale, il n'y avait aucune différence entre le vote des hommes et des femmes pour la candidate du FN. La religion est moins un rempart dans un contexte de crispation identitaire face à l'islam. Pour les jeunes, Marine Le Pen apparaît plus « moderne » que son père, divorcée, non mariée avec son compagnon, se disant « quasi féministe ». Et s'il y a peu de femmes ouvrières, la condition des employées et notamment des employées de commerce, est tout aussi difficile que celle des ouvriers. C'est chez ces dernières que Marine Le Pen a fait ses meilleurs scores. Aux élections qui ont suivi –départementales, européennes, régionales –, le *gender gap* s'est réinstallé, les femmes s'étant nettement plus abstenues que les hommes. Que feront-elles à la prochaine présidentielle? Leur vote sera décisif, elles représentent 53% du corps électoral.

Que peut-il se passer en 2017 ? Tous les sondages qualifient Marine Le Pen pour le second tour avec un score de 1er tour variant entre 24 et 29%. Elle est systématiquement battue au second quelle que soit la configuration de candidature. Il reste cependant bien des inconnues. La conjoncture économique et politique est porteuse pour elle: persistance du chômage à un niveau élevé, une série d'attentats terroristes meurtriers, l'afflux des réfugiés et des migrants.

Mais le FN a des faiblesses, il y a des obstacles sur sa route. Marine Le Pen a réussi à lisser l'image du parti, mais il reste perçu comme « un danger pour la démocratie » pour 56% de la population, et 22% seulement estiment qu'elle ferait « une bonne Présidente de la république » (Baromètre d'image du FN, Le Monde/TNS Sofres, janvier 2016). Plus des deux tiers de l'électorat voient le FN comme un parti d'opposition, non de gouvernement. Au sein même du parti, de nombreux cadres pensent aussi ne pas être prêts à gouverner. Sans compter les affaires financières qui menacent le FN et sa présidente et les divisions internes au mouvement.

Malgré sa mue, surtout, le FN reste perçu comme un parti antisystème, qui polarise le débat et délégitime les partis en place. Du coup, il fait l'unité contre lui aux seconds tours comme on l'a vu aux départementales puis aux régionales. Et le FN est face à un dilemme. S'il ne modère pas son programme, pas d'alliance possible avec les partis de gouvernement. S'il devient un parti



« gentil, » comme ironise Jean-Marie Le Pen, il risque de perdre une partie de son électorat. Mais le plus dangereux peut-être est, au-delà du FN, la contagion de ses idées dans les autres partis. Les enquêtes comparatives sur les droites radicales en Europe montrent que tous les partis de gouvernement qui se placent sur le terrain de ces droites, qui mettent l'immigration et l'identité au cœur de leur programme, favorisent à terme leur essor électoral en légitimant leurs idées. Une étude récente menée en Suède au niveau des élections municipales montre que l'effet est encore plus bénéfique quand ce sont des partis de gauche qui renchérissent sur ces enjeux.

Les médias ? Ils n'ont pas créé le FN mais ils sont fascinés, ils savent que Marine le Pen fait de l'audience. Et comme le montre Alexandre Dézé dans *Les faux semblants du front national*, ils ont largement contribué à construire l'image de la radicale nouveauté du parti lepéniste, à annoncer la réussite de la dédiablement avant même qu'elle ait commencé, à sur-interpréter les sondages en sa faveur. Oubliant au passage que la dédiablement n'est qu'une partie de la stratégie de Marine le Pen. Elle sait jouer aussi sur la diabolisation à l'occasion, par exemple quand, en 2010, elle comparait les prières de rue des musulmans à l'Occupation nazie. Elle suit en cela Bruno Mégret qui en avait fait un principe d'action: « Nous progressons par tollés successifs ».

Le débat a conduit à préciser certains points. L'héritage maurassien du FN ? Il se manifeste dans son nationalisme exacerbé, sa vision inégalitaire de la société, son principe de préférence nationale. La mondialisation ? C'est un facteur clé de la dynamique électorale du FN et des droites radicales en Europe. Elles jouent sur les peurs, présentant la mondialisation comme un triple menace, économique (immigration), identitaire (islam) et politique (perte de souveraineté). Elles s'adressent à ceux qui se voient comme des « perdants de la mondialisation », qu'elles proposent de protéger en fermant les frontières, en revenant à un âge d'or. Hier, l'ennemi pour ces droites était le communisme, aujourd'hui c'est « l'Islam ». Retour aux années trente ? L'histoire ne se répète pas, la démocratie est plus enracinée, l'Etat providence, malgré tout, protège encore des crises ? C'est un autre moment historique. Le principal danger ? La contagion des idées de ces droites extrêmes, qui durcissent le débat sur l'immigration même quand elles ne sont pas au pouvoir.

La meilleure parade, à gauche ? Une réponse politique, pas morale. Des propositions positives, des réformes qui ouvrent les horizons au lieu de les fermer, qui redonnent un sens concret à la solidarité. Réinventer l'Europe. Mais est-ce encore possible ?

---

BERNARD WOLFER ET NONNA MEYER

## Plénière du 28 septembre 2016

### QU'ATTENDRE DE LA COP 21 ?

Martin Lees <sup>1</sup>

---

Le changement climatique est peut-être le défi global le plus important que l'humanité ait eu à résoudre. Depuis 2015, ce thème a retenu l'attention des médias et les terriens ont bien compris son caractère crucial.

La COP 21, qui a réuni à Paris de 20 à 30.000 personnes et 196 pays (avec des cultures, des histoires et de priorités différentes), a montré l'envergure du problème et a testé nos capacités à réagir :

- Le changement climatique a des impacts réels aujourd'hui ressentis dans les pays pauvres : (sécheresse, phénomènes climatiques extrêmes),

mais aussi dans les pays riches, (incendies en Californie, impossibilité pour certaines personnes d'aller travailler à cause de la chaleur, ouragan Sandy à New York) ;

- Même si l'impact est surtout environnemental, il faudra agir sur les causes profondes du phénomène : valeurs, modes de consommation, économie ;

- Il est nécessaire d'effectuer des changements drastiques à court terme sinon la nature se vengera. On peut aussi redouter des instabilités sociales avec un afflux de réfugiés climatiques d'un niveau sans rapport avec celui qu'il connaît actuellement.

1. Martin Lees est ancien Secrétaire général adjoint des Nations Unies et ex Secrétaire général du Club de Rome.

## QU'ATTENDRE DE LA COP 21 ?

### ● LES RÉSULTATS DE LA COP 21

La COP 21 a été une des négociations les plus complexes jamais réalisées par la communauté internationale car il y avait des interactions entre des enjeux économiques, commerciaux ou sociaux mais la COP 21 abordait aussi de facto des questions morales (justice ou droits humains, responsabilité intergénérationnelle) ou la responsabilité historique des différents pays (les pays actuellement développés ont émis beaucoup de GES pendant près de 2 siècles pour se développer).

En effet, la civilisation occidentale dominante est partie du principe de la domination de l'Homme sur la Nature. Ceci n'a pas posé de problème jusqu'à présent puisque la population humaine a fortement crû. Toutefois, actuellement, l'impact de l'Homme bouleverse les grands équilibres naturels et il faut intégrer que la nature n'est pas un sous-système de l'économie mais que l'activité humaine doit s'adapter aux contraintes de la Nature.

Il s'agissait aussi de faire partager un constat physique (évolution du climat, fonte des calottes polaires ou élévation du niveau des océans) et de prévenir les risques. En effet, ne rien faire ou trop peu pourrait induire des bouleversements (non linéaires) catastrophiques de notre climat qui est un système extrêmement complexe : la différence entre la poursuite « business as usual » et la maîtrise de notre évolution pourrait être la survie de la civilisation humaine telle que nous la connaissons !

La France a joué un rôle de premier ordre pour rapprocher les points de vue et a montré une vraie capacité de leadership dans la gestion des négociations pour arriver à un accord final entre 195 pays. Pour entrer en vigueur, cet accord devra être ratifié par 55 pays représentant 55% de la population mondiale. Les réponses positives récentes des USA et de la Chine devraient permettre une ratification avant la fin 2016.

Ce succès politique a été permis par :

- Une préparation minutieuse et « décentralisée » : chaque gouvernement a fourni des pistes

d'engagement volontaire pour maîtriser ses émissions de GES (avec des principes et des méthodes de mesure).

- Une bonne organisation de la conférence de Paris : la forte communication sur cet événement a généré un intérêt fort de la part des opinions publiques mais aussi des ONG, des entreprises et institutions financières ou des collectivités locales.

- Un accord sur un processus de révision tous les 5 ans si les objectifs s'avéraient trop faibles ou si les résultats ne se matérialisaient pas.

L'objectif principal de cette réunion n'a pas été de mettre en place un bon show diplomatique mais d'établir un accord fort et cohérent. Le but était d'enclencher un vrai changement global avec des avancées intéressantes dans des domaines comme la protection des forêts ou le financement des projets dans les pays en voie de développement.

Toutefois, les insuffisances de cet accord ne doivent pas être masquées :

- Les engagements des gouvernements restent volontaires : aucun mécanisme de contrainte juridique n'est prévu en cas de non-respect.

- Même en tenant compte des éléments positifs, la trajectoire actuelle de +3 à +4°C ne sera pas sensiblement modifiée par rapport à un objectif de 1,5°C (l'Agence Internationale de l'Energie-AIE prévoit un accroissement de la consommation de combustibles fossiles de 40% d'ici à 2035 et la part des énergies renouvelables à cet horizon ne sera que de 7%).

- Le volet financier doit être concrétisé.

### ● LA NÉCESSITÉ D'ALLER VITE

Le temps est de plus en plus compté pour mettre en œuvre des solutions complexes car beaucoup de temps a été perdu.

L'effet de serre a été détecté par Joseph Fourier en 1824, le premier sommet de la terre visant à stimuler le développement durable a eu lieu à Stockholm en 1972 et le GIEC a été créé en 1988.

Malgré cela, les émissions de GES (gaz à effet de serre) ont continué à croître fortement (+65% depuis 20 ans). Le FMI prévoit que le nombre de véhicules en circulation dans le monde va passer de 800 millions à 1.600 millions d'ici à 2040. En effet, à cette époque, la classe moyenne mondiale comptera 2 milliards de membres supplémentaires et la population mondiale pourrait atteindre 10 à 11 milliards d'individus en 2100. Actuellement, nous utilisons 150% de la capacité d'absorption naturelle de la Terre.

Les problèmes ont donc totalement changé d'échelle depuis les années 1980 et requièrent des mesures drastiques et urgentes.

#### • DES SOLUTIONS INSUFFISANTES

Les mesures incrémentales, comme par exemple le changement de comportement personnel (tri des déchets, utilisation moindre de la voiture particulière, ...) ne sont pas à la mesure du problème.

De même, il serait totalement illusoire et très risqué de parier sur l'émergence de technologies

miracles capables de résoudre les problèmes dans les 20 ans à venir comme par exemple la séquestration du gaz carbonique.

Le nucléaire n'est pas non plus une solution viable à long terme à cause du risque d'accident et des problèmes posés par les déchets.

#### • CONCLUSIONS

La période actuelle nécessite une remise en cause totale de notre mode de développement fondé sur une domination totale de l'Homme sur la Nature. Des changements drastiques et rapides de nos modes de vie ou de consommation notamment dans les pays riches sont indispensables sinon les conséquences climatiques (ouragans ou sécheresses) mais aussi sociales (réfugiés climatiques) seront terribles.

Le temps presse donc pour mettre en place ces changements et les financements nécessaires à l'évolution des pays en développement.

— Synthèse par Michel Cabirol,  
Président du Comité de liaison  
des Cercles Condorcet

## SOUVENIRS FAMILIERS SUR EDGARD PISANI<sup>1</sup>

(EXTRAITS)

par Robert Bistolfi

Né à la fin de la Grande Guerre, Edgard Pisani aura traversé un siècle de luttes d'émancipation sociales et nationales dont il fut un acteur significatif, et il a aussi été contemporain, avec Auschwitz et le Goulag, de sinistres régressions du processus d'humanisation. Sur des points décisifs – antifascisme, résistance, construction européenne, décolonisation... – il se rangea toujours librement et sans étroit militantisme de parti dans le camp du progressisme, ou plus simplement dans celui des défenseurs du Droit.

Dans ses choix, l'opportunité politique ne l'emporta jamais sur l'exigence morale, et sa pensée était libre. Ces toutes dernières années, la maladie l'avait lentement éloigné du débat public; il disparaît alors que les défis inédits se multi-

plient : face à eux, cette grande voix aurait su s'exprimer et éclairer utilement les choix collectifs à venir.

Intervenue entre celles de Benoîte Groult et de Michel Rocard, sa disparition comme les leurs a déjà suscité de nombreux hommages; mais le temps des médias étant celui de l'instant et des rapides coups de projecteur, la figure d'Edgard Pisani n'a peut-être pas reçu toute l'attention fine qu'elle méritait. Nombre d'articles et d'ouvrages à venir traiteront sans aucun doute de manière plus fouillée de son parcours.

Certains évoqueront le grand commis de l'Etat, le ministre et l'élu de la République, le Commissaire européen, le Haut-Commissaire en Nouvelle-Calédonie, le président de l'Institut du monde arabe... Intellectuel à l'aise dans les grands débats, il le fut pleinement aussi dans des domaines plus spécifiques - l'agriculture, le

1. Le texte complet de cet hommage rendu par Robert Bistolfi, son collaborateur et ami, est disponible dans son intégralité sur le site du Cercle (<http://cercle-condorcet-de-paris.org>)

## HOMMAGE - SOUVENIRS FAMILIERS SUR EDGARD PISANI

développement... – où il intervint. Concepteur et artisan de la réforme de l'agriculture sous les Trente Glorieuses, il contribua avec Sicco Mansholt à l'élaboration de la PAC. Celle-ci fut longtemps bénéfique, mais Edgard Pisani se reprochera ultérieurement d'avoir contribué à promouvoir une agriculture au productivisme devenu dangereux.

Ses qualités d'orateur et la confiance qu'il avait dans la rigueur de son argumentation, Edgard Pisani en usa dans ses contacts diplomatiques.

Il croyait à l'authenticité des échanges oraux, aux accords qu'ils permettaient de dessiner et qu'une formalisation ultérieure officialiserait. Il faut dire que sa stature en imposait, tout comme sa voix grave dont il savait jouer.

Avoir assisté à l'exécution de Pierre Laval, s'être trouvé dans le bureau du général De Gaulle, en 1962, au moment de l'indépendance de l'Algérie et avoir pu exprimer là ses sentiments d'alors, avoir dénoncé avec l'éclat qu'on sait à l'Assemblée ce qu'il jugeait être des abandons du gaullisme chez Georges Pompidou... : tout cela constitue une masse de faits significatifs liés à l'histoire générale et à une vie personnelle d'homme public. L'Etat : ce qui frappait chez Edgard Pisani, c'était une conception fortement ancrée que l'Etat républicain a une fonction essentielle, inégalée ailleurs, dans la régulation de l'économie, l'anticipation des choix d'avenir, la cohésion sociale et sociétale...

Tout lui est lié, part et revient à lui. Edgard Pisani se disait proche de Michel Rocard, et son accueil confiant de la diversité culturelle du pays semblait confirmer son rocardisme. Mais, en même temps, la fonction centrale qu'il conférerait à l'Etat le situait plutôt, fondamentalement, dans le sillage du Général, ou encore de François Mitterrand. En même temps, on pouvait avoir le sentiment que s'il admirait chez François Mitterrand l'homme politique exceptionnel, et

appréciait esthétiquement son côté florentin, il ne l'aurait pas admis pour autant parmi les Grands Hommes de son Panthéon personnel où, bien sûr, le général trônait tout au haut.

La force de l'homme public, elle, se traduisait par une vision longue des enjeux liés aux dossiers et politiques qu'il prenait en charge. Capacité d'anticipation des évolutions d'ensemble, définition d'objectifs de long terme, critique d'une organisation opérationnelle (administrative) que l'usage avait rigidifiée, réforme en conséquence de cette organisation et des pratiques liées : à Paris comme à Bruxelles, cette démarche se retrouve dans les nombreuses fonctions qu'il eut à assumer. Réduira-t-on la reconnaissance de ses vertus si l'on ajoute qu'Edgard Pisani était sans doute plus à l'aise – en tout cas plus heureux – dans la définition de grandes fresques d'avenir où son goût de la prospective trouvait à s'épanouir, plutôt que dans la mise en œuvre terre-à-terre, laborieuse, des actions dont il avait démontré la nécessité.

Avec la présidence de l'Institut du monde arabe, Edgard Pisani a rempli sa dernière fonction publique, et offert une dernière illustration de son approche d'une mission d'intérêt général.

S'il fallait néanmoins privilégier un de ses terrains favoris, c'est la relation à la terre qui me viendrait à l'esprit : n'avait-il pas publié d'ailleurs, à quatre-vingt-six ans, « Un vieil homme et la terre » ? Sur le second versant de sa vie, Edgard Pisani avait acheté une propriété dans un village de la périphérie du Mercantour où j'ai des attaches. Pendant quelques années, on l'a vu relever des murets, restaurer des planches, rééquilibrer la partage entre bois et terre libre, effectuer de nouvelles plantations de feuillus... Edgard Pisani : l'homme qui plantait des arbres...

Robert Bistolfi,  
Membre du Cercle

Lettre du Cercle Condorcet de Paris, 3 rue Récamier–75341 Paris Cedex 07,

Tel: 01 44 67 98 93

Email : frcs.le-berre@orange.fr

Site: cercle-condorcet-de-paris.org

Directeur de la publication : Bernard Wolfer

Impression : Dejalink

Responsable de la rédaction : Jean-Michel Eychenne